



**UNION SYNDICALE DES DOUANES FORCE OUVRIERE**

## **Déclaration liminaire CTR du 15 juin 2018**

Monsieur le Président,

Cette instance centrale du dialogue social s'ouvre encore dans un climat d'incertitude au regard des différents sujets sur l'avenir de la douane qui restent en suspens entre le ministère et notre direction. Il n'est pas rare aujourd'hui que les organisations syndicales de cette maison apprennent par leurs homologues d'autres administrations (la DGFIP en particulier) que les orientations qui impactent leurs métiers ont été décidées et trouvent même une place dans les CT locaux de ces administrations aux fins de mise en œuvre.

**Les premiers concernés sont donc les derniers avertis.**

Cette méthode de communication très atypique qui ressemble à un monologue nous la constatons et déplorons à plusieurs niveaux, y compris celui de la RH où nous avons l'habitude du discours prônant la souveraineté des CAPC qui est abandonné au profit de : « c'est l'administration seule qui décide comme elle l'entend. L'intérêt du service est souverain, et sous ce vocable tout passe en force. » Nous voilà donc basculé soudainement quelques siècles en arrière, dommage d'avoir délocalisé la Direction Générale à Montreuil, Versailles eut été plus approprié.

Qu'il ne nous soit pas reproché dans un tel contexte de nous rapprocher du ministère afin de bénéficier d'une meilleure écoute et surtout d'une information indispensable afin de donner à nos collègues une vision sur les projets de leur administration.

Vous sollicitez notre participation à plusieurs niveaux pour un dialogue social que vous souhaitez, optimisé.

Soit, nous acceptons les bilatérales, les échanges de sujets en amont des Ct et des GT, mais nous attendons des réponses à nos interrogations et souhaitons aussi un dialogue franc et ouvert et pas un jeu de pistes où les éléments sont dispersés entre ministère, DG, Di et DR.

Nous avons plusieurs exemples pour illustrer nos difficultés à suivre le bon fil d'information.

Le ministre nous assure de son positionnement concernant l'accompagnement social et annonce que nous aurons un retour rapide de notre administration...depuis silence.

Vous-même en bilatérale et de façon anodine, vous abordez le basculement possible de la taxe sur la farine (estimée mineure) vers la DGFIP et in fine d'autres taxes suivent. Mais à ce jour nous attendons encore de savoir lesquelles et à quelle échéance. Nous dire le DAFN basculera à court ou moyen terme ne peut pas s'inventer sans discussions préalables avec d'autres services et l'impact est bien autres que la seule taxe sur la farine.

Si les décisions gouvernementales que vous devrez appliquer vont dans le sens du rapport de la cour des comptes c'est la douane qui va encore être mise à mal et traiter de façon morcelée les basculements de missions ne changera pas les conséquences douloureuses sur nos collègues et sur la douane de façon générale.



## UNION SYNDICALE DES DOUANES FORCE OUVRIERE

Notre défiance est d'autant plus grande que la méthode est sournoise. En effet nous annoncer l'abandon de la gestion du recouvrement forcé au moment même où les RI sont mises en place avec l'idée de stabiliser ces services et de les pérenniser dans leurs fonctions relève de la schizophrénie. Le projet de redéploiement d'une partie des emplois ainsi dégagés vers des missions de contrôle, ne risque pas d'agir sur nous comme un soporifique, nous n'avons que trop souvent entendu ces promesses pour croire encore qu'elles seront suivies d'effet.

Nous vous alertons régulièrement sur l'impossibilité pour les agents de réaliser les missions de contrôles sans ignorer que rien ne sera fait car la volonté n'y est pas. La douane devient une administration d'accompagnement du commerce international et nous avons compris, au travers de la politique menée que l'aspect contrôle n'est pas la priorité. Encore faudrait-il oser l'avouer.

Alors Monsieur le Président dans ce contexte qui ne respecte ni nos missions, ni nos collègues l'USD-FO marquera encore son opposition aux projets de fond concernant la suppression des missions de recouvrement forcé, de transfert de taxes, comme au manque de respect pour les agents que l'on force à s'habiller à leurs frais, faute de leur fournir une tenue, que l'on déplace sans respecter leur vie familiale, que l'on déménage d'un bureau à l'autre sans contrepartie, que l'on brime et sanctionne selon l'humeur.

Nous attendons aujourd'hui une véritable prise en compte des questions qui vous ont été posées depuis le début de l'année et surtout des réponses. La douane est une noble administration qui ne mérite pas que l'on joue avec ses agents, ses moyens ni avec ses missions. Pourtant nous sommes toujours dans le flou le plus total concernant les effectifs réels et le positionnement envisagé des agents recrutés dans le cadre du Brexit, ce n'est pas faute de vous avoir sollicité sur ce sujet.

Pour l'USD-FO ce CTR doit permettre de traiter tous les sujets et ainsi de lever les doutes sur l'avenir des douaniers de nos différentes branches car même si l'ordre du jour traite principalement des fonctions de la branche AG/CO nous n'ignorons pas les risques encourus par les moyennes unités de la surveillance, comme par certains spécialistes et nous ne pouvons pas non plus ignorer des conditions de travail déplorables qui seront à court terme incompatibles avec la réalisation de nos missions.

Nous entendons sans cesse prôner qu'il faut veiller à prévenir la souffrance au travail, nous pensons nous qu'il faut surtout veiller à ne pas la créer.